

ATTESTATION DE PROVENANCE DES FONDS/RAPPORT CONFIDENTIEL

CONFORMÉMENT À LA RÉGLEMENTATION LIÉE À LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX.

Ce rapport doit être systématiquement complété pour toute opération relative à un contrat d'assurance-vie PREPAR-VIE.

Renseignements concernant l'adhérent

IBAN

Nom :
(nom de naissance le cas échéant)

Prénom(s) :
(dans l'ordre de l'état civil)

Adresse fiscale :
Bureau distributeur Pays

Né(e) le : à :
Commune de naissance et n° de département ou pays

Profession exercée : Code CSP (voir page 4)

Nature de la pièce d'identité produite, en cours de validité :

Référence de la pièce d'identité :

Date et autorité de délivrance de la pièce d'identité :

• Exercez-vous ou avez-vous exercé des fonctions politiques, juridictionnelles, administratives ou militaires ?

Oui, je les exerce toujours* Oui, mais je ne les exerce plus depuis le * Non*

A l'aide de la fiche d'information en page 3, précisez quelle fonction :
et pour le compte de quel état :

• Un membre de votre famille exerce ou a-t-il exercé des fonctions politiques, juridictionnelles, administratives ou militaires ?

Oui, il les exerce toujours* Oui, mais il ne les exerce plus depuis le * Non*

A l'aide de la fiche d'information en page 3, précisez quelle fonction :
et pour le compte de quel état :

Si oui, précisez le lien de parenté :

.....
Nom Prénom Date de naissance

• Avez-vous un associé qui exerce ou qui a exercé des fonctions politiques, juridictionnelles, administratives ou militaires ?

Oui, il les exerce toujours* Oui, mais il ne les exerce plus depuis le * Non*

A l'aide de la fiche d'information en page 3, précisez quelle fonction :
et pour le compte de quel état :

Si oui, précisez le lien de parenté :

.....
Nom Prénom Date de naissance

• Exercez-vous ou avez-vous exercé une autre activité significative telle qu'associative :

Oui, je les exerce toujours* Oui, mais je ne les exerce plus depuis le * Non*

Si oui, précisez :

* Cocher l'option choisie.

Opération(s) demandée(s) ⁽²⁾

ADHESION AU CONTRAT : _____
(nom du contrat)

COTISATION ULTERIEURE SUR ADHESION N° : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

• **Origine des fonds** (cocher la case correspondante à votre situation et renseigner la date de l'opération à l'origine des fonds versés).

- Vos revenus : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Date
- Votre épargne : Préciser |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Date
- Un héritage : Laquelle |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Date
- Une donation : Origine |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Date
- La vente d'un bien immobilier : Laquelle |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Date
- La vente d'actifs professionnels : Laquelle |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Date
- Une autre vente de biens : Préciser |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Date
- Un gain aux jeux : Préciser |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Date
- Autres : Préciser |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Préciser Date

NB : l'assureur se réserve la possibilité de demander des justificatifs et pièces complémentaires.

• **Mode de paiement** :

Chèque tiré sur un compte de l'adhérent Virement en provenance du compte de l'adhérent

Autre :
(préciser et joindre justificatif)

• **Objet de l'opération** :

Opération d'épargne Transmission patrimoniale Nantissement

Autre (joindre justificatif) :
(à préciser si nécessaire dans note distincte)

S'il s'agit de garanties auprès d'un organisme prêteur, indiquer ses coordonnées et l'objet de la transaction :

Renonciation

portant sur l'adhésion n° |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| au contrat : signé le : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
(quand il est connu)

Raison de la renonciation :
(obligatoire pour toute prestation d'un montant supérieur à 75 000 €)

Rachat partiel Rachat total Echéance

portant sur l'adhésion n° |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| au contrat : signé le : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
(quand il est connu)

Motif du retrait :
(obligatoire pour toute renonciation d'un montant supérieur à 75 000 €)

⁽²⁾ Entourer ou cocher l'option choisie.

Toutes les informations collectées dans le présent formulaire sont enregistrées par PREPAR-VIE, responsable du traitement. Elles sont indispensables pour traiter votre demande. Elles ont vocation à être utilisées pour : (i) la contractualisation, le suivi et l'exécution des contrats d'assurance, (ii) la mise en œuvre des obligations légales et/ou réglementaires de PREPAR-VIE et (iii) l'amélioration des produits ou des prestations. Les données collectées sont transmises : (i) aux équipes ou sous-traitants de PREPAR-VIE, (ii) aux membres du groupe BPCE, (iii) aux organismes professionnels habilités, (iv) aux partenaires commerciaux de PREPAR-VIE, comme des intermédiaires, mandataires ou réassureurs, et (v) aux autorités publiques conformément à la loi. Il n'existe aucune prise de décision entièrement automatisée par PREPAR-VIE, sur la base de vos données personnelles. Les données personnelles collectées sont stockées à l'intérieur de l'Union européenne. Elles sont conservées, par PREPAR-VIE, de manière sécurisée et conformément à la réglementation et, pour la durée réglementaire correspondant soit à la prescription légale, soit à la réglementation des assurances. La personne concernée dispose d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, de suppression, d'opposition pour motif légitime, d'un droit à la portabilité de ses données, du droit de définir des directives relatives au sort de ses données à caractère personnel après sa mort et, le cas échéant, de retirer son consentement à tout moment, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Pour exercer un ou plusieurs de ces droits il convient de fournir une pièce justificative d'identité et de contacter le délégué à la protection des données de PREPAR-VIE par mél (dpo@prepar-vie.com) ou par courrier : PREPAR-VIE, Tour Franklin, 100-101 Terrasse Boieldieu, 92042 Paris La Défense cedex. En cas de réclamation, vous pouvez contacter la CNIL (www.cnil.fr). Vous pouvez vous inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique sur www.bloctel.gouv.fr.

07/2019

Fait à

le/...../.....

Signature de l'adhérent

FICHE D'INFORMATION SUR LES PERSONNES POLITIQUEMENT EXPOSÉES

L'article R561-18 I° du CMF, précise quelles sont les fonctions politique, juridictionnelles, militaires ou administratives visées :

- 1° Chef d'Etat, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission européenne ;
- 2° Membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen, membre de l'organe dirigeant d'un parti ou groupement politique soumis aux dispositions de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 ou d'un parti ou groupement politique étranger ;
- 3° Membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours ;
- 4° Membre d'une cour des comptes ;
- 5° Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale ;
- 6° Ambassadeur ou chargé d'affaires ;
- 7° Officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée ;
- 8° Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ;
- 9° Directeur, directeur adjoint, membres du conseil d'une organisation internationale créée par un traité, ou une personne qui occupe une position équivalente en son sein.

L'article R561-18 II° du CMF, étend le champ des vigilances complémentaires aux proches des PPE ci-dessus mentionnées :

- 1° Le conjoint ou le concubin notoire ;
- 2° Le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ;
- 3° Les enfants, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ;
- 4° Les ascendants au premier degré.

L'article R561-18 III° du CMF, étend le champ des vigilances complémentaires aux associés des PPE précédemment

- 1° Les personnes physiques qui, conjointement avec la personne mentionnée au I, sont bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger ;
- 2° Les personnes physiques qui sont les seuls bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger connu pour avoir été établi au profit de la personne mentionnée au I ;
- 3° Toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits avec la personne mentionnée au I.

LISTE DES PROFESSIONS & CATÉGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES (CSP)

Indiquez le code correspondant à la « CSP » de l'adhérent dans la ligne profession

- **Liste raccourcie Salarié ou Retraité EDF SA**

0901 AGENTS D'EXÉCUTION EDF SA
0902 AGENTS DE MAÎTRISE EDF SA
0903 CADRES EDF SA

- **Liste raccourcie Salarié ou Retraité GDF SUEZ SA**

0904 AGENTS D'EXÉCUTION GDF SUEZ SA
0905 AGENTS DE MAÎTRISE GDF SUEZ SA
0906 CADRES GDF SUEZ SA

- **Liste étendue Conjoint**

0001 AGRICULTEURS
0002 ARTISANS
0003 COMMERCANTS (HORS PETITS HOTELS)
0004 PETITS HÔTELIERS-BISTROTIERS
0005 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS. HORS CHAUFFEURS
0006 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS. CHAUFFEURS
0007 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS. PROFESSIONS DE L'INFORMATION
0008 ARTISTES INDÉPENDANTS
0009 AGENTS COMMERCIAUX INDÉPENDANTS
0010 CHEFS D'ENTREPRISE
0100 PROFESSIONS LIBÉRALES HORS :
0101 MÉDECINS/DENTISTES
0102 NOTAIRES
0103 AVOCATS
0104 ARCHITECTES
0105 PHARMACIENS
0106 KINESITHÉRAPEUTES
0107 AGENTS IMMOBILIERS
0108 ADMINISTRATEURS DE BIENS
0200 RETRAITÉS AGRICULTEURS
0201 RETRAITÉS ARTISANS/COMMERCANTS/CHEFS D'ENTREPRISE
0202 RETRAITÉS CADRES/PROFESSIONS INTELLECTUELLES. SUP
0203 RETRAITÉS PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES/VRP/ SALARIÉS
0204 RETRAITÉS EMPLOYÉS
0205 RETRAITÉS OUVRIERS/ OUVRIERS. AGRICOLES.
0206 CHÔMEURS N'AYANT JAMAIS TRAVAILLÉ
0207 CHÔMEURS AYANT DÉJÀ TRAVAILLÉ
0208 RENTIERS
0209 ÉTUDIANTS
0210 FEMMES AU FOYER
0211 SANS PROFESSION
0300 CADRES SUPÉRIEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE
0301 CADRES MOYENS DE LA FONCTION PUBLIQUE
0302 CADRES SUPÉRIEURS ET MOYENS DE LA POLICE / ARMÉE / POMPIERS
0303 CADRES SUPÉRIEURS ET MOYENS DE L'ENSEIGNEMENT
0304 CADRES SUPÉRIEURS DU SECTEUR PRIVÉ
0305 CADRES MOYENS DU SECTEUR PRIVÉ
0306 CADRES SUPÉRIEURS DES PROFESSIONS DE L'INFORMATION
0307 CADRES MOYENS DES PROFESSIONS DE L'INFORMATION
0400 PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE
0401 PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES DE L'ENSEIGNEMENT
0402 PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES DE LA POLICE/ARMÉE/POMPIERS
0403 PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES DES ENTREPRISES PRIVÉES
0404 TECHNICIENS DU SECTEUR PRIVÉ
0405 TECHNICIENS DU SECTEUR PUBLIC
0406 CONTREMAÎTRES ET AGENTS DE MAÎTRISE DU SECTEUR PRIVÉ
0407 CONTREMAÎTRES ET AGENTS DE MAÎTRISE DU SECTEUR PUBLIC
0408 VRP SALARIÉS
0409 CLERGÉ/RELIGIEUX
0500 EMPLOYÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE (HORS HOSPITALIERS)
0501 EMPLOYÉS DES HÔPITAUX
0502 EMPLOYÉS PTT/EDF/GDF/SNCF/TRANSPORTS URBAINS
0503 EMPLOYÉS DE L'ENSEIGNEMENT
0504 EMPLOYÉS POLICE/ARMÉE/POMPIERS
0505 EMPLOYÉS ADMINISTRATIFS DES ENTREPRISES PRIVÉES
0506 EMPLOYÉS SERVICES DES ENTREPRISES PRIVÉES
0507 EMPLOYÉS COMMERCIAUX DES ENTREPRISES PRIVÉES
0508 PERSONNEL DES SERVICES DIRECTS AUX PERSONNES
0509 EMPLOYÉS CHAUFFEURS/LIVREURS/ROUTIERS
0510 EMPLOYÉS (PETITS HÔTELIERS/BISTROTS)
0601 OUVRIERS QUALIFIÉS DU SECTEUR PRIVÉ
0603 OUVRIERS NON QUALIFIÉS DU SECTEUR PRIVÉ
0604 OUVRIERS AGRICOLES
0308 CHEFS D'ENTREPRISE